

Résumé du référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation

1. Référentiel d'activités

- Etablissement et analyse de contrats internationaux
- Analyse et application d'instruments normatifs internationaux (traités, contrats, résolutions...)
- Traitement de dossiers contentieux dans des litiges à dimension internationale (interétatiques, privés ou mixtes)
- Préparation de mémoires dans des affaires contentieuses
- Traduction de textes normatifs internationaux ou de jurisprudence internationale
- Conseil d'entreprises françaises avec activité internationale, ou d'entreprises étrangères avec activité en France
- Participation dans la négociation et l'établissement d'instruments normatifs internationaux
- Veille juridique : réglementations nationales, communautaires et internationales

2. Référentiel de compétences

- Travailler et évoluer dans un environnement de travail international
 - Traiter et préparer des documents juridiques en anglais
 - Gérer des documents précontentieux et contentieux
 - Déterminer le droit applicable dans une situation de conflit
 - Analyser les enjeux juridiques européens et internationaux d'une situation factuelle
 - Identifier les questions juridiques dans un litige et identifier/construire les stratégies contentieuses d'argumentation
 - Négocier un contrat international, un traité international, des instruments de soft law...
 - Maîtriser les méthodologies du droit international, en vue d'adapter les approches en fonction du contexte factuel
 - Maîtriser et savoir analyser la jurisprudence internationale
-
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
 - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
 - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
 - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
 - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
 - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
 - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles

MASTER – DROIT INTERNATIONAL

- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national.

Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

3. Référentiel d'évaluation

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Concernant l'évaluation des blocs de compétences, chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.